



## Marché public de Maîtrise d'œuvre

---

**L'acheteur : Ville d'Avion**

**MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE RELATIVE A LA REHABILITATION ET A LA RESTRUCTURATION D'UN LOCAL A USAGE COMMERCIAL RUE EMILE ZOLA A AVION (62)**

**Procédure formalisée**

En application de l'article R. 2124-1, 1° du code de la commande publique

---

## **REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)**

**Date limite de remise des offres :**

**31 août 2025 à 12h00**

## **Table des matières**

ARTICLE 1 : ACHETEUR

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

- 3.1 - Procédure de passation
- 3.2 - Durée du marché
- 3.2 - Forme du marché
- 3.4 - Lots et phases
- 3.5 - Variantes
- 3.6 - Délai d'exécution
- 3.7 - Modifications du détail du dossier de consultation
- 3.8 - Délai de validité des offres
- 3.9 - Mode de dévolution et compétences obligatoires de l'équipe candidate
- 3.10 - Modalités de financement et de paiement
- 3.11 – Echanges électroniques
- 3.12 DUME simplifié qui remplace le Marchés publics simplifiés (MPS)

ARTICLE 4 : DOCUMENTS FOURNIS AUX CANDIDATS - OBTENTION DU D.C.E.

- 4.1 – Contenu du dossier de consultation
- 4.2 – Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

ARTICLE 5 : PRESENTATION DES PLIS

- 5.1- Documents à produire
  - 5.1.1 - Dossier de candidature
  - 5.1.2 – Contenu de l'offre
  - 5.1.3 - Conditions d'envoi ou de remise des plis
  - 5.1.4 – Négociations
  - 5.1.5 – Signature de l'offre

ARTICLE 6 : JUGEMENT DES PROPOSITIONS

ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

## ARTICLE 1 : ACHETEUR

### L'acheteur :

Ville d'Avion

**Place Jacques-Duclos, 62210 Avion**

Téléphone : 03 21 79 44 79

Site internet : marchespublics@ville-avion.fr.

## ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché est un marché public de maîtrise d'œuvre relatif à l'opération visée à l'article A de l'acte d'engagement et ayant pour objet la réhabilitation et la restructuration d'un local à usage commercial rue Emile Zola a AVION (62) comprenant des locaux dont la nomenclature est reprise dans le Programme Technique Détaillé.

Références à la nomenclature européenne (CPV) :

Objet principal :

71000000-8 « *Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection* »

Le coût de ces travaux est estimé à **3 521 270 € HT** (valeur juin 2025) :

Cette estimation comprend :

- les coûts de réhabilitation
- le coût des adaptations des réseaux VRD
- la qualité environnementale de l'ouvrage
- la performance énergétique de l'ouvrage.

## ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 3.1- Procédure de passation

La consultation est passée par Procédure formalisée en application de l'article R2124-1 1° du Code de la Commande Publique.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général conformément aux articles R. 2185-1 et R. 2185-2 du Code de la commande publique.

L'attribution du présent marché par les autorités compétentes de la collectivité ne saurait créer de droits, y compris extracontractuels, au bénéfice du signataire de l'acte d'engagement retenu.

Le contrat sera valablement formé à l'issue de la notification qui ne peut intervenir qu'après les formalités nécessaires à l'acquisition du caractère exécutoire de la délibération ou de la décision.

### **3.2 - Durée du marché et délais d'exécution**

La durée globale prévisionnelle du marché (études, travaux, réception, GPA et suivi énergétique) est de 64 mois, à compte de la date de notification du présent marché.

Conception : 10 mois / Réalisation : 18 mois compris période de préparation / GPA : 12 mois / suivi énergétique - 24 mois à compter de la réception des travaux.

La durée prévisionnelle des travaux est de 18 mois environ. L'objectif est une livraison du bâtiment pour le 1<sup>er</sup> semestre 2028.

Les délais d'exécution maximum des phases de conception et de réalisation des travaux, sur lesquels le maître d'œuvre s'engage sont précisés dans le tableau ci-dessous.

<b>Elément de mission</b>	<b>Délai d'exécution</b>
Esquisse	5 semaines à compter de la date de notification
Avant-Projet Sommaire	5 semaines après validation de la phase précédente
Avant-Projet Définitif	5 semaines après validation de la phase précédente
Études de projet	5 semaines après validation de la phase précédente
Remise du DCE - ACT	3 semaines après validation de la phase précédente
Rapport définitif d'Analyse de offres – AMT <ul style="list-style-type: none"><li>1<sup>er</sup> point d'étape – courriers de précision , de négociation</li><li>2<sup>ème</sup> point d'étape : Remise RAO (trame WORD et tableur Excel) avant négociation et réponses de précision</li><li>3<sup>ème</sup> point d'étape : Remise RAO (trame WORD et tableur Excel) après négociation (écrite) et réponses de précision RAO</li></ul>	4 semaines répartis : <ul style="list-style-type: none"><li>3 jours</li><li>7 jours</li><li>12 jours (négociation écrite) et 17 jours si négociation orale</li></ul>
Mise au point des contrats – AMT	7 jours calendaires A compter du passage en CAO ou choix de l'entreprise pressentie
Examen de conformité – visa	7 jours calendaires, hors jours fériés à compter de la remise des éléments d'exécution
Direction de l'exécution des travaux (y compris missions complémentaires CSSI, OPC et COM)	18 mois
MSNRJ - suivi des consommations énergétique du bâtiment	2 années après réception (date contractuelle de fin de travaux)

Pour la mission AOR, les délais doivent être conformes au CCAG travaux.

Les délais d'exécution des missions complémentaires sont inclus dans les délais d'études définis ci-dessus. Le présent marché prendra effet, pour l'élément de mission ESQ, à la date de notification du présent marché.

Les éléments de mission suivants : assistance aux contrats de travaux (AMT), visa des études d'exécution réalisées par les entreprises (VISA), direction de l'exécution des travaux (DET) et assistance aux opérations de réception (AOR), s'exerceront au fur et à mesure du déroulement des procédures et travaux.

Le démarrage de la préparation de chantier prendra effet à la date de notification de l'ordre de service correspondant au titulaire, et les éléments de mission suivants d'exécution des travaux et de réception des travaux s'exerceront au fur et à mesure du déroulement des procédures et travaux.

Toute prolongation de délai du fait du Maître d'ouvrage ne sera pas imputée à l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Les éléments de mission suivante seront déclenchés après validation de l'élément qui le précède, par courrier, mail ou ordre de service.

### **Prestations similaires :**

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier ultérieurement au maître d'œuvre, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché et se rapportant à la même opération de construction, en conformité avec le projet de base. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché et dans la limite financière de 20 000 € H.T.

### **3.3 - Forme du marché**

La consultation donnera lieu à un marché ordinaire à prix forfaitaire.

Les prestations sont définies comme suit :

ESQ - Etudes d'esquisse  
APS - Avant-Projet Sommaire  
APD - Avant-Projet Définitif  
PRO - Etudes de projet  
AMT - Assistance pour la passation des marchés de travaux  
DET - Direction de l'exécution des travaux  
VISA - Examen de conformité – visa  
AOR - Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement

Les missions complémentaires à la mission de base sont confiées à la Maîtrise d'œuvre :

CSSI - Coordination Systèmes de Sécurité Incendie CSSI  
COM - Mission de commissionnement et de suivi  
MSNRJ - Mission de suivi des consommations énergétique du bâtiment

### **3.4 - Lots et phases**

Le marché n'est pas alloti pour les motifs suivants :

- en raison de l'unité de la mission de base prévue par le code de la commande publique ;
- au motif que cela rendrait l'exécution des prestations techniquement difficile et conduirait à une augmentation du budget alloué.

Le présent marché est soumis aux dispositions du livre IV de la deuxième partie du Code de la Commande publique relatif aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et de ses décrets de 1993 et autres textes d'application.

Le marché est décomposé en phases selon le paragraphe précédent.

### **3.5 - Variantes**

**Les variantes par rapport à l'objet du marché et à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.**

### **3.6 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

### **3.7 - Forme juridique du groupement**

Le marché sera attribué à un opérateur économique unique ou à un groupement.

Dans ce cas, aucune forme de groupement n'est imposée par l'acheteur.

L'acheteur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article R2142-21 1° du Code de la commande publique.

L'acheteur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de membres de plusieurs groupements, conformément à l'article R2142-21 2° du Code de la commande publique.

En cas d'attribution de l'accord-cadre à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R2142-24 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

**En cas de groupement, un mandataire sera obligatoirement désignée.**

### **3.8 Modalités de financement et de paiement**

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif dans les conditions prévues à la rubrique "délais de paiement" du Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le cas échéant le cahier des clauses particulières.

- Mode de paiement : Virement bancaire (Mandat administratif).
- Délai de paiement : **30 jours**.

Le financement du marché et les dépenses qui en résultent sont assurés par le budget de la collectivité.

### **3.9 Échanges électroniques**

Après la remise des offres, l'acheteur communique de manière électronique via la plateforme de dématérialisation avec les soumissionnaires, y compris pour l'envoi des courriers de rejet, le cas échéant.

A cet effet, les candidats devront préciser, lors de la remise de leur offre une adresse mail accessible et consultable tout au long de la procédure, que le Service Commande Publique utilisera pour tout échange.

### **3.10 DUME simplifié**

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires **DC1 et DC2**, comme susmentionnés. En cas de groupement de commande, chaque cotraitant et chaque sous-traitant, fournira un formulaire DUME complété.

En ce qui concerne les conditions de participation, le candidat n'est pas autorisé à se limiter à indiquer dans le DUME qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises.

Le DUME peut être constitué et transmis à partir :

- du **profil acheteur « MarchésPublics596280.fr »**, dans l'affaire objet de la présente consultation ; chaque candidat peut remplir son DUME, s'il a été prévu par l'acheteur,

- par **voie électronique (eDUME)**

**Marché à suivre pour compléter le DUME :**

- Rendez-vous sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
- Cliquez sur le bouton « entreprise »

- Cliquez sur « Créer un DUME »
- Complétez votre identifiant et votre pays et cliquez sur suivant.
- Parcourez le formulaire et répondez aux questions des différentes parties.
- Le pouvoir adjudicateur autorise le candidat à déclarer qu'il satisfait aux conditions de participation, sans fournir d'informations particulières sur celles-ci en application de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique. Dès lors, à la question « **Je souhaite remplir les critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation** » répondez « non ».
- Si vous satisfait à l'ensemble des critères de sélection, cochez la case correspondante.
- Après avoir complété l'entièreté du formulaire, cliquez sur 'Aperçu' pour visualiser le formulaire. Ensuite, cliquez sur « finaliser ». Vous pourrez exporter le DUME en format PDF ou XML.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition qu'ils confirment que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Le(s) candidat(s) pourra également fournir à l'appui du DUME, certains éléments standards de sa candidature (Attestations d'assurance, K bis, attestations fiscales et sociales...) permettant de justifier qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner et qu'il répond aux critères de sélection applicables (éléments fournis au titre des renseignements demandés à la rubrique « candidature technique » ci-dessous).

#### **Documents complémentaires éventuels :**

- Si le candidat est en **redressement judiciaire**, il joindra la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, ainsi que, s'il en bénéficie, **de son plan de redressement**.

### **ARTICLE 4 : DOCUMENTS FOURNIS AUX CANDIDATS - OBTENTION DU D.C.E.**

#### **4.1-Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué de :

- Le présent Règlement de Consultation (R.C.), et son annexe 1 Le fichier « Organisation équipes et moyens » **à compléter obligatoirement sous le modèle présenté au titre de la candidature** concernant l'organisation de l'équipe, les moyens mis en œuvre et les références de l'ensemble des membres de l'équipe candidat (*fichier Excel, modifiable pour insérer les informations demandées, mais à ne pas modifier dans leur présentation*);
- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe « Décomposition forfait rémunération » (fichiers Excel modifiable et pdf non modifiable);
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) (fichier pdf non modifiable);
- Le programme technique (fichier pdf non modifiable);
- Les pièces techniques suivantes :
  - les levés de géomètre
  - les diagnostics amiante (en cours de réalisation)
  - l'analyse structurelle
  - le repérage des réseaux intérieur et extérieur
  - les résultats et analyses des campagnes de sondages et des études de sols (Mission G5 définie par la norme NFP 94-500 révisée en novembre 2013) (en cours de réalisation).
- un modèle de déclaration (formulaires DC1, DC2 et DC4 téléchargeables à l'adresse suivante : **<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>**)
- L'attestation sur l'honneur à compléter et à signer.

#### **4.2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique**

Conformément à l'article R2132-7 du Code de la Commande Publique, l'acheteur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <https://marchespublics596280.fr>

Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des candidats pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire.

Toutefois, l'attention est attirée sur le fait que l'identification permet aux candidats d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE.

Dans le cas contraire, il appartiendra aux candidats de récupérer par ses propres moyens et sous sa responsabilité les informations communiquées.

Dans le cas où un candidat décide de s'authentifier sur le site il devra indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

#### **Modifications du détail du dossier de consultation**

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard **8 jours** avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **ARTICLE 5 : PRESENTATION DES PLIS**

#### **5-1-Documents à produire**

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

##### **5.1.1- Dossier de candidature**

- **Candidature administrative :**

Pour la présentation de leur dossier administratif, les opérateurs économiques peuvent utiliser :

Protocole 1 : les formulaires DC1 et DC2 joints au présent dossier de consultation ;

Protocole 2 : le Document Unique de Marché Européen

Protocole 1 : Les formulaires DC1 et DC2 (ou équivalent) :

Conformément à l'article R.2143-3 du Code de la Commande Publique relatif aux marchés publics, le candidat produit à l'appui de sa candidature :

1° Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

2° Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat conformément aux articles R.2142-5 à R.2142-14 du Code de la Commande Publique.

Pour satisfaire ces obligations, les candidats complètent utilement et remettent les formulaires DC1 et DC2 joints au présent dossier de consultation.

*Document complémentaire :*

Si le candidat ou un des membres du groupement est en redressement judiciaire, il joindra la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Protocole 2 : Le document Unique de Marché Européen (DUME).

En application de l'article R.2143-4 du Code de la Commande Publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R.2143-4 du Code de la Commande Publique, joint au Dossier de Consultation des Entreprises et téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/commande-publique>

En ce qui concerne les conditions de participation, le candidat n'est pas autorisé à se limiter à indiquer dans le Document Unique de Marché Européen qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises. En conséquence, il est demandé aux candidats de remettre les renseignements et documents mentionnés dans le dossier technique de la candidature.

En cas de groupement momentané d'entreprises, chaque entreprise membre du groupement remettra un DUME

En cas de sous-traitance, chaque sous-traitant aux capacités desquelles le candidat a recours remettra un DUME.

Dans l'hypothèse où les critères de sélection des candidatures diffèrent selon les lots, le candidat remettra un DUME par lot.

Conformément à l'article R.2143-16 du Code de la Commande Publique, le DUME remis par le candidat devra être rédigé en langue française.

**- Compétences exigées de l'équipe candidate :**

Les candidats individuels ou les groupements seront dotés des compétences nécessaires à la réalisation de la présente étude, à savoir :

- **Architecte**
- **Bureau d'études structure,**
- **Bureau d'études VRD**
- **BET Électrique CFO CFA**
- **BET Thermique, CVC, Plomberie**
- **BET Acoustique**
- **BET Environnemental**
- **BET Cuisiniste**
- **Economiste**
- **Compétence en matière de commissionnement**
- **Compétence en matière de suivi énergétique**
- **Coordinateur SSI**

Quelle que soit la composition du groupement, Ses compétences seront clairement identifiées au stade de la candidature (CV, références).

La composition de l'équipe sera exclusive chaque membre ne pourra faire acte de candidature qu'au titre d'une seule équipe sous peine d'élimination de toutes les équipes à candidatures multiples.

La compétence acoustique pourra être sous-traitée, ce sous-traitant sera identifié dès le stade candidature. En tant que sous-traitant, le bureau d'études acoustique pourra être sous-traitant dans plusieurs équipes.

A minima, le candidat, ou l'équipe candidate devra justifier des compétences suivantes (au moins l'une d'entre elles pour chacune des compétences ci-après), ou la justification de références équivalentes attestées par écrit par des maîtres d'ouvrage, également pour chacune de ces compétences:

<b>Mission de base pour la partie structure – Etude de sol</b>	OPQIBI 1202 : Étude de structures en béton courantes, ou équivalent
<b>Mission de base pour les parties clos-couvert et second œuvre</b>	OPQIBI 1210 : Etude des corps d'état intérieurs de finition, ou équivalent OPQIBI 1211 : Etude des corps d'état de clos-couvert courant OPQIBI 1220 : Ingénierie en second-œuvre OPQIBI 1214 : Etude en isolation thermique du bâtiment
<b>Mission de base pour la partie CVC,</b>	OPQIBI 1312 : Etude d'installations courantes de chauffage et de VMC OPQIBI 1322 : Ingénierie en génie climatique courant
<b>Mission de base pour la partie électricité (courants forts et courants faibles)</b>	OPQIBI 1405 : Etude d'installations électriques courantes OPQIBI 1407 : Etude d'éclairage intérieur courant (RGE) OPQIBI 1411 : Etude de systèmes courants de gestion technique OPQIBI 1413 : Etude de systèmes courants de sécurité incendie OPQIBI 1416 : Etude de systèmes courants d'informatique et de communication OPQIBI 1419 : Ingénierie en électricité courante
<b>Mission de coordination S.S.I.</b>	OPQIBI 0322 : coordination des systèmes de sécurité incendie (CSSI) de catégorie B, C, D et E
<b>Mission économiste de la construction</b>	OPQTECC – 2.11 – 2.1.2 et 2.1.3
<b>Performances énergétiques</b>	Etude thermique réglementaire « bâtiment collectif d'habitation et/ou tertiaire » (1332) Etude « ACV » bâtiments neufs (1333) Ingénierie de la performance énergétique dans le traitement climatique des bâtiments (1327) Ingénierie de la performance énergétique de l'enveloppe du bâtiment (1224) Ingénierie des installations de production utilisant l'énergie solaire thermique (2014) Ingénierie des installations de production utilisant l'énergie solaire photovoltaïque (2015)

• **Candidature technique :**

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, il est demandé aux candidats du présent marché de présenter les éléments de candidature technique suivants :

- Les Attestations d'assurances en responsabilités civile et décennale en cours de validité afin de permettre au Maître d'Ouvrage de vérifier le niveau approprié d'assurance des risques professionnels,
- L'attestation de l'inscription à l'Ordre des Architectes pour l'architecte mandataire et pour l'(les) architecte(s) cotraitant(s) éventuel(s),
- Les renseignements permettant d'évaluer les capacités économiques et financières du candidat et notamment : la déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles (selon les justificatifs),
- Les certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants, certifications professionnelles (ou équivalents) pour les bureaux d'études techniques,
- Le dossier de présentation des références significatives, comportera :

Le fichier « Organisation équipes et moyens » (annexe 1 du RC), sera renseigné pour l'ensemble des membres de l'équipe. Le mandataire uniquement, étayera la présentation de trois projets de son choix réalisés ou en cours de réalisation, datant de moins de 5 ans, portant sur des ouvrages (ou destination) similaires à l'objet de l'opération (réutilisation d'un bâtiment à usage industriel ou commercial).

- Il présentera chaque projet sur une planche de format A3, (en format PowerPoint et en couleur)
- Ces trois planches intégreront, outre en en-tête le nom du candidat et des références

présentées :

- la nature de l'opération et des travaux
- des photos du projet (limitées à 3 par opération présentée)
- un plan de l'organisation
- la nature des missions de maîtrise d'oeuvre effectuées par l'architecte et sa part effective dans l'opération
- les dates et délais de réalisation
- le montant des travaux HT de l'opération
- le détail des surfaces bâties, des espaces extérieurs

### **5.1.2- Contenu de l'offre**

Le dossier de l'offre comprend les pièces suivantes :

1. L'acte d'engagement (A.E.) complété et signé ;
2. La décomposition du prix et la répartition de la rémunération par éléments de mission et par cotraitant (s) complétées et signées (selon le modèle Annexe Excel de l'AE),
3. Le mémoire technique (10 pages maxi – hors fiche CV) qui respectera strictement le cadre de réponse joint en annexe du RC et qui comprendra les éléments suivants :
  - Une note s'attachant à présenter le contexte et l'appréciation technique par le candidat des contraintes spécifiques liées au site et au programme et les orientations méthodologiques et techniques envisagées pour répondre aux enjeux de l'opération :
    - ▪ La compréhension du contexte,
    - ▪ L'intégration du projet dans son environnement proche (insertion, approche spatiale, orientation, matériaux durables, gestion des flux)
    - ▪ Le traitement des thématiques liées au confort des usagers,
    - ▪ La réponse aux enjeux de Haute Qualité Environnementales, et de performance énergétique (architecturales, techniques, énergétiques, énergies renouvelables / gestions des énergies, confort thermique, confort visuel, gestion des eaux, la maintenance et l'entretien, chantier à faible impact environnemental, étanchéité à l'air)
  - Une note présentant :
    - La Pertinence des interventions des différents intervenants de l'équipe de Maîtrise d'Œuvre en phase conception, réalisation et de parfait achèvement
    - suivi administratif, financier tout au long de l'opération (facturation du groupement de maîtrise d'oeuvre en phase conception, facturation en phase travaux, suivi et vérification de la facturation des entreprises travaux, agrément des sous-traitants des entreprises travaux, suivi des travaux supplémentaires, procédures de réception des travaux)
  - Une note de motivation et de présentation de l'équipe, de ses moyens, de l'organisation qu'elle prévoit pour mener l'opération avec les CV des intervenants et la répartition des tâches :
    - La composition de l'équipe projet présentant les rôles et compétences de chacun (organigramme)
    - Le curriculum vitae, reprenant les titres d'études et professionnels dont disposent les responsables des membres de l'équipe
  - Une note présentant un planning d'opération avec les délais qu'il propose en phase études et le respect des jalons.
  - Une note présentant l'expérience de chaque membre du groupement à l'égard d'opérations présentant une complexité et une technicité comparables au projet
4. Tout autre élément que le candidat jugera utile pour l'exécution de sa mission,

**En cas de modifications des pièces du DCE ou de non remise du mémoire technique, l'offre sera déclarée irrégulière.**

Par ailleurs et conformément à l'article R. 2152-2 du Code de la Commande Publique, en cas d'offres irrégulières ou inacceptables, l'acheteur **pourra** autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

\*\*\*\*

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique dans le délai imparti par l'acheteur.

En cas d'absence de production des pièces demandées au titre de l'article R2144-4 du Code de la Commande Publique ou en cas de production après le délai visé ci-dessus, le pouvoir adjudicateur prononcera l'élimination de ce candidat et présentera alors la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Au terme de la procédure, le maître d'ouvrage demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

Au titre de la régularité fiscale :

- Un certificat de régularité fiscale datant de moins de 6 mois,

Au titre de la régularité commerciale :

- Un numéro SIREN prouvant l'absence de liquidation judiciaire, de faillite ...

Au titre de la régularité sociale :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale datant de moins de 6 mois (vaut également certificat sur l'emploi handicapé, ancien AGEFIPH),
- Attestation de non-emploi de salariés étrangers ou liste nominative des salariés avec date d'embauche et titre valant autorisation de travail de moins de 6 mois,
- Attestation sur l'honneur – article L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la commande publique,
- Un procès-verbal du Comité Social et Economique pour les entreprises de plus de 11 salariés (au plus année N-1),
- Certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intérimaires de moins de 6 mois,
- Certificat attestant le versement régulier des cotisations légales – retraites PRO-BTP,

Au titre de la régularité assurantielle :

- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP,
- La preuve d'assurance de responsabilité décennale,

Au titre de la régularité de signature :

- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société et signataire de l'offre,
- En cas de groupement d'entreprises : Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cotraitante et signataire de la délégation de pouvoir au mandataire,
- En cas de groupement d'entreprises : La délégation de pouvoir des cotraitants au mandataire,
- L'acte d'engagement signé en original,
- Selon le cas : un DC4 signé en original.

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la Commande Publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire un délai de **10 jours** au pouvoir adjudicateur les certificats et attestations prévus aux articles R 2142-3, R 2142-4 et R 2143-3, R 2143-6 à R 2143-10, R 2143-11, R2143-12 et R2143-16 du Code de la Commande Publique.

### **Sous-traitance :**

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus, conformément aux articles L. 2193-5 à L. 2193-7 et R.2193-1, soit :

- 1° La nature des prestations sous-traitées ;
- 2° Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- 3° Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- 4° Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- 5° Les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives des sections 1 et 2 au chapitre Ier du titre IV du CCP.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé.

Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;

- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé,
- un DC2,
- une attestation sur l'honneur - art L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 Code de la Commande Publique,
- un Kbis,
- un RIB,
- une attestation de non-emploi de salariés étrangers ou liste nominative des salariés avec date d'embauche et titre valant autorisation de travail,
- un certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intérimaires (selon le cas),
- un certificat attestant le versement régulier des cotisations légales - retraites PRO-BTP (selon le cas),
- une attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L.243-2 du code des assurances,
- une attestation d'assurance Responsabilité civile,
- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale,
- un certificat de régularité fiscale.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

Par ailleurs, et conformément à l'article R2143-14 du Code de la commande publique, l'acheteur prévoit que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui lui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

### **Langue de rédaction des propositions :**

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

### **-Unité monétaire :**

L'acheteur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

### 5.1.3 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les candidats devront obligatoirement transmettre leurs dossiers **sous forme dématérialisée.**

Conformément aux dispositions des articles R2132-7 du Code de la Commande Publique, l'acheteur **oblige** la transmission des offres des candidats par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://marchespublics596280.fr>

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe).

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de Paris.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

" standard .zip

" Adobe@ Acrobat@ .pdf

" Rich Text Format .rtf

" .doc ou .xls ou .ppt en version Microsoft Office 2010 ou antérieurs

" le cas échéant, le format DWG

" ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif

Le soumissionnaire est invité à :

" ne pas utiliser les ".exe".

" ne pas utiliser les "macros".

" traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES.

La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Référentiel général de sécurité (RGS, niveaux \*\* et \*\*\*).

Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Le soumissionnaire pourra utilement se référer, notamment pour la liste des organismes habilités et la qualification des prestataires de service de confiances, à la note du 28 mai 2013 de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de l'Economie ([www.economie.gouv.fr/DAJ](http://www.economie.gouv.fr/DAJ)) intitulée "le référentiel général de sécurité" (Informations pratiques après échéance du 19 mai 2013)

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis.

Les candidats sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la signature manuscrite du marché papier.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

### **Copie de sauvegarde :**

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique dans les conditions prévues l'article R2132-11 du Code de la Commande Publique relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés.

Cette copie peut se matérialiser par un CD-ROM, une clé USB ou sur support papier.

La copie de sauvegarde devra être transmise avant les date et heure fixée au Règlement de consultation, sous pli cacheté portant la mention suivante :

**« Affaire n°25XXX – MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE RELATIVE A LA REHABILITATION ET A LA RESTRUCTURATION D'UN LOCAL A USAGE COMMERCIAL RUE EMILE ZOLA A AVION (62) - NE PAS OUVRIR ".**

L'enveloppe contenant la copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé ou envoyée en recommandée à l'adresse suivante :

Ville d'Avion  
Place Jacques-Duclos,  
62210 Avion

L'acheteur autorise le candidat ou le soumissionnaire à remettre une copie de **sauvegarde par voie électronique**. La **copie de sauvegarde adressée par voie électronique** peut être transmise par le candidat au moyen d'outils et de dispositifs de son choix, conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'[arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique](#) (annexe 8 du Code de la commande publique (CCP)).

A titre indicatif, peut être considérée comme une « lettre recommandée électronique » :

- La liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : [liste-produits-et-services-qualifies.pdf \(ssi.gouv.fr\)](#) ;
- La liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : [eIDAS Dashboard \(europa.eu\)](#) ;
- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

Cet outil par lequel le candidat dépose ou envoi sa copie de sauvegarde à l'acheteur doit permettre à ce dernier de la récupérer, gratuitement, et lui permettre de s'assurer que l'acheteur est le seul à pouvoir ouvrir cette copie le cas échéant, et de tracer les événements conformément à l'annexe 8 du CCP.

Par le biais d'un accusé réception et/ou via l'adresse : [marchespublics@ville-avion.fr](mailto:marchespublics@ville-avion.fr) , l'outil informera l'acheteur de la mise à disposition d'une copie de sauvegarde et lui indique les modalités de récupération.

Nota : les services permettant la remise d'une copie de sauvegarde par voie électronique pouvant nécessiter des modalités d'inscription longues, il est recommandé aux candidats d'anticiper le dépôt de la copie de sauvegarde en procédant aux modalités d'inscription, d'identification sur la solution technique envisagée.

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants:

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée;

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

2° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

#### **5.1.4 Négociation**

Sans objet.

### **ARTICLE 6 : JUGEMENT DES PROPOSITIONS**

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues à l'article R. 2152-7 du Code de la Commande Publique au moyen des critères suivants :

#### **Garanties professionnelles, techniques, financières et économiques**

Conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code la Commande Publique dans l'hypothèse où les justificatifs demandés pour la candidature ne seraient pas joints, il pourra être demandé au candidat de les compléter sous un délai de 48 heures.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, les candidatures qui ne peuvent être admises sont éliminées par l'acheteur conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique. La commission d'ouverture des plis procédera à l'inventaire des éléments de l'offre des candidats ayant été précédemment agréés et constatera le montant de l'offre financière des candidat, capacités, moyens, références de même complexité, qualité architecturale des références présentées.

#### **Critères de jugement des offres**

Le marché est attribué selon le classement des offres effectué sur la base des critères pondérés suivants :

<b>Critères et sous-critères</b>	<b>Pondération</b>
<b><u>1 - Critère Valeur technique (pondération incluse dans la note) : noté sur 60 points</u></b>	<b>60 POINTS</b>
<b>Les sous-critères de la valeur technique sont décrits comme suit</b>	
<b><u>1.1-Pertinence de la méthodologie au regard des contraintes et enjeux du projet (25 points)</u></b> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ La compréhension du contexte,</li><li>▪ L'intégration du projet dans son environnement proche (insertion, approche spatiale, orientation, matériaux durables, gestion des flux)</li><li>▪ Le traitement des thématiques liées au confort des usagers,</li><li>▪ La réponse aux enjeux de Haute Qualité Environnementales, et de performance énergétique (architecturales, techniques, énergétiques, énergies renouvelables / gestions des énergies, confort thermique, confort visuel, gestion des eaux, la maintenance et l'entretien, chantier à faible impact environnemental, étanchéité à l'air)</li></ul>	
<b><u>1.2-Adéquation des moyens humains et de l'organisation aux prestations à réaliser dans le cadre du marché (20 points)</u></b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Pertinence des interventions des différents intervenants de l'équipe de Maîtrise d'Œuvre en phase conception, réalisation et de parfait achèvement <b>(5 points)</b></li><li>- suivi administratif, financier tout au long de l'opération (facturation du groupement de maîtrise d'oeuvre en phase conception, facturation en phase travaux, suivi et vérification de la facturation des entreprises travaux, agrément des sous-traitants des entreprises travaux, suivi des travaux supplémentaires, procédures de réception des travaux) <b>(5 points)</b></li><li>- Une note de motivation et de présentation de l'équipe, de ses moyens, de l'organisation qu'elle prévoit pour mener l'opération avec les CV des intervenants et la répartition des tâches :</li></ul>	

<ul style="list-style-type: none"> <li>La composition de l'équipe projet présentant les rôles et compétences de chacun (organigramme) <b>(5 points)</b></li> <li>Le curriculum vitae, reprenant les titres d'études et professionnels dont disposent les responsables des membres de l'équipe <b>(5 points)</b></li> </ul>	
<b>1.3 - Optimisation des délais d'études pour les éléments de mission ESQ – APS – APD PRO et DCE ; (10 points)</b>  Une note présentant un planning d'opération avec les délais qu'il propose en phase études et le respect des jalons. Le candidat peut proposer pour chaque éléments un délai (acte d'engagement) sur lesquels il s'engagera ; le jugement de ce sous critère se fait sur le délai global (ESQ+APS+APD+PRO+DCE) - <b>(10 points)</b>	
<b>1.4-Expérience de chaque membre du groupement à l'égard d'opérations présentant une complexité et une technicité comparables au projet (5 points)</b>	
<b>2 - Critère prix (la pondération est incluse dans la note) Noté sur 30 points</b>	<b>30 POINTS</b>
Le prix sera analysé au regard du montant mentionné à l'acte d'engagement (Rémunération forfaitaire de la mission de base et rémunération forfaitaire des éléments de missions complémentaires)  La formule utilisée afin de procéder à la notation du critère prix sera la suivante :  <b>30 x (offre la moins disante/offre jugée)</b>	
<b>3 - Démarche environnementale proposée Noté sur 10 points</b>	<b>10 POINTS</b>
Présentation de la démarche environnementale proposée par le candidat dans le cadre de l'exécution des prestations du marché (livrable, déplacements...). La loi Climat et Résilience impose à l'ensemble des acheteurs publics de verdir massivement la commande publique. Dans ce cadre, le candidat décrira les mesures et actions que le prestataire s'engage à mettre en œuvre pour l'exécution des prestations du présent marché.	
<b>Total</b>	<b>100 POINTS</b>

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur la Décomposition forfait rémunération, seul le montant porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la Décomposition forfait rémunération, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette annexe pour la mettre en concordance avec le prix global et forfaitaire indiqué à l'acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### **Offres anormalement basses**

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

## ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 10 jours** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite **via la plateforme acheteur** : <https://marchespublics596280.fr>

Si le candidat n'est pas en capacité de transmettre sa demande par voie électronique, elle la transmet à l'adresse suivante :

Courriel : [marchespublics@ville-avion.fr](mailto:marchespublics@ville-avion.fr).

Correspondant : **Commande Publique**

Téléphone : 03 21 79 44 79

Une réponse sera alors apportée au maximum **6 jours** avant la date limite de remise des offres.

### **Voies et délais de recours :**

*Instance chargée des procédures de recours :*

Tribunal Administratif de LILLE, 5 rue Geoffroy saint Hilaire CS 62039, 59014 Lille Cedex, 59014 LILLE Cedex, Tél : 03.20.63.13.00 - Fax: 03.20.63.13.47 - Courriel: [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

*Organe chargé des procédures de médiation :*

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics, 1, Rue du Préfet Erignac, 54038 NANCY CEDEX

Contact :

Secrétariat du CCIRA de Nancy

Tél. : 03 83 34 25 65

Fax : 03 83 34 22 24

Courriel : [caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr](mailto:caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr)

*Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :*

Grefe du Tribunal Administratif de LILLE, 5 rue Geoffroy saint Hilaire CS 62039, 59014 Lille Cedex, 59014 LILLE Cedex. Tél : 03.20.63.13.00 – Fax : 03.20.63.13.47- Courriel: [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « **Télérecours citoyens** » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)